

ATELIER
Achats
responsables



- L'indice de réparabilité - Flavien BARRAUD (Commissariat Général au Développement Durable (Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires))
- Le Marché de l'inclusion - Abdessamad YOUSSEFI
- L'économie de la fonctionnalité et de la coopération - Romain DEMISSY - Terres EFC

23 mars 2023



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

**Commissariat général au développement
durable**

Service de l'économie verte et solidaire
Sous-direction des entreprises
Bureau des produits et de la consommation
durable

***Guide relatif à la prise en
compte de l'indice dans les
achats publics***

Accessible au lien suivant :

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20IR%20Achat%20durable%202022.pdf>

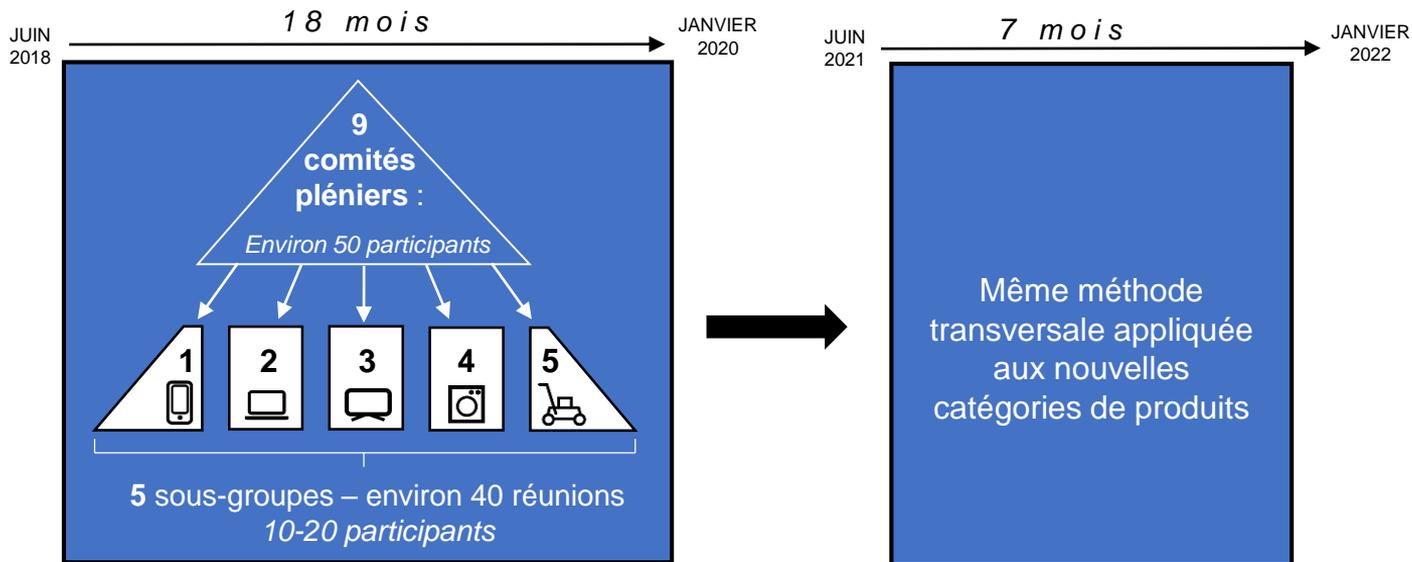
1. L'indice de réparabilité

L'**indice de réparabilité**, institué par l'article 16-I de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 de lutte contre le gaspillage, est un dispositif d'information du consommateur applicable aux produits électriques et électroniques.

Il consiste en une note sur 10 traduisant le caractère plus ou moins réparable des produits concernés.



Une méthodologie robuste établie avec l'ensemble des prenantes



Co-construction avec les parties prenantes

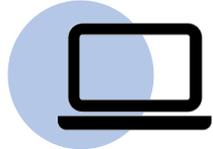
- fédérations professionnelles
- fabricants
- distributeurs
- réparateurs
- ONG
- start-ups and experts

Sous l'égide des pouvoirs publics

- CGDD
- ADEME

9 catégories de produits sont concernées

Depuis le 1^{er} janvier 2021



Ordinateur portable



Lave-linge hublot



Television



Tondeuse à gazon électrique
(filaire, batterie, robot)



Smartphone

Depuis le 4 novembre 2022



Aspirateur
(filaire, batterie, robot)



Lave-linge à
chargement par le
dessus



Lave-vaisselle



Nettoyeur haute pression

Les 5 critères de l'indice de réparabilité, équipondérés



Disponibilité de la
documentation
technique

Note sur 20



Caractère
démontable de
l'équipement

Note sur 20



Disponibilité
des pièces
détachées

Note sur 20



Prix des pièces
détachées

Note sur 20



Critères
spécifiques

Note sur 20

Note sur 100
Divisée par 10 = note synthétique
sur une échelle de 1 à 10

Retours d'expériences après plus d'un an de mise en œuvre

75% des consommateurs identifie l'indice
47% le connait précisément

88% des français pensent que l'indice va
inciter à réparer davantage

→ Etude complète de l'ADEME à retrouver au lien suivant: <https://librairie.ademe.fr/dechets-economie-circulaire/5654-retour-d8217-experience-de-la-mise-en-uvre-de-l8217-indice-de-reparabilite.html>

L'impact de l'indice sur les ventes ne peut pas encore être précisément évalué

Les critères jugés les plus importants lors de l'achat d'un produit sont :

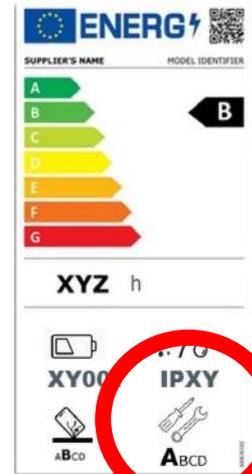
- Le **prix** pour **66%** des consommateurs,
- La **fiabilité** pour **59%** des consommateurs
- La **performance** pour **49%** des consommateurs

Perspectives

- **Vers un indice de réparabilité européen** (dans un premier temps pour les smartphones et tablettes, échéance 2024)
- **L'indice de réparabilité français sera remplacé progressivement à partir du 1er janvier 2024 par l'indice de durabilité** (article 16 loi AGEC), en commençant par les 5 premières catégories.

→ des travaux sont en cours pour établir les critères :

- bloc réparabilité (mise à jour des critères français, consultation en cours)
- bloc fiabilité (robustesse du produit, maintenance et entretien)
- bloc amélioration (modularité, innovation)



2. Article 15 loi dite REEN

- *« A compter du 1er janvier 2023, lors de l'achat public de produits numériques disposant d'un indice de réparabilité, les services de l'Etat ainsi que les collectivités territoriales et leurs groupements prennent en compte l'indice de réparabilité défini à l'article L. 541-9-2 du code de l'environnement.*
- *« A compter du 1er janvier 2026, lors de l'achat public de produits numériques disposant d'un indice de durabilité, les services de l'Etat ainsi que les collectivités territoriales et leurs groupements prennent en compte l'indice de durabilité défini au même article L. 541-9-2.*

→ Tous les achats – quel que soit leur seuil – sont soumis à cette obligation.

3. Produits concernés

Les produits numériques concernés sont les **smartphones, ordinateurs portables, et téléviseurs** ainsi que les **appareils ménagers connectés**, c'est-à-dire disposant d'une connexion à internet (exemple : aspirateur robot connecté, lave-linge connecté, etc.).

Attention : l'indice de réparabilité concerne **uniquement les produits neufs destinés à la vente exclusive aux consommateurs ou à la vente tant aux consommateurs qu'aux professionnels**.
Les modèles de **produits destinés exclusivement à la vente à des professionnels ne sont donc pas soumis à l'obligation** de calcul et d'affichage d'un indice de réparabilité.
Pour cette raison, tous les produits numériques ne disposent pas d'un indice de réparabilité.

4. Exemple de prise en compte dans les marchés publics

- **Dans la définition du besoin** : inscrire dans l'objet du marché la volonté de favoriser les équipements avec la durée de vie la plus longue possible pour limiter leur renouvellement, ce qui implique de préférer les équipements les plus réparables :
« Produits X réparables / à fort potentiel de réparabilité »
- **Dans les critères d'attribution** : inscrire un critère ou sous-critère environnemental relatif à l'indice de réparabilité, ou lister des éléments équivalents si le produit ne dispose pas d'un indice (cf. guide)
- **Via des moyens de preuve** : demander le détail de la note ou, lorsque le produit n'est pas soumis à l'indice, des engagements relatifs au prix de la réparation et de la démontabilité des pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement du produit.



MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Abdessamad YOUSSEFI

abdessamad.youssfi@beta.gouv.fr

23/03/2023

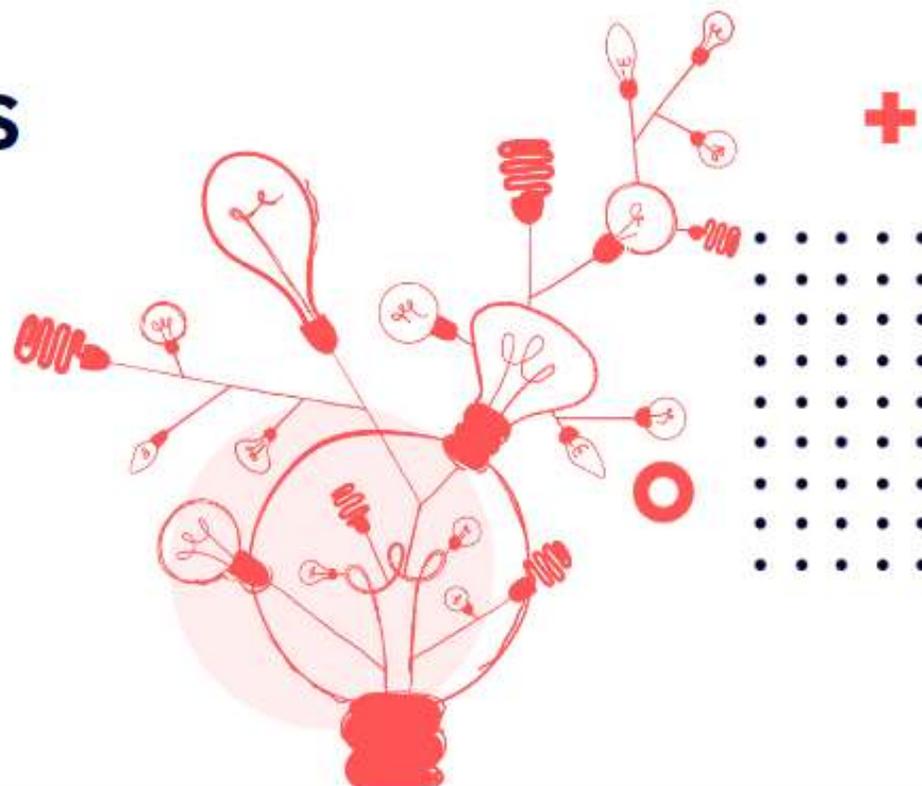
Votre recherche de prestataires inclusifs est chronophage ?

Confiez votre sourcing au marché de l'inclusion !

- ✓ Obtenez des réponses en moins de 24 heures.
- ✓ Uniquement des prestataires conventionnés par l'Etat.
- ✓ Impact social garanti.

✉ Publier un besoin d'achat

ou 🔍 Rechercher un prestataire



Le marché c'est **1212 acheteurs** inscrits, **8995 prestataires** référencés,
463 besoins publiés.

ATELIER COMMANDE PUBLIQUE / GIP MAXIMILIEN Achats responsables

JEUDI 23 MARS 2023 11h00-12h00

Stéphanie Hauville - Déléguée Générale
Romain Demissy- Enseignant chercheur

- Qui sommes-nous
- L'EFC (Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération)
- Commande Publique et EFC en théorie
- Commande Publique et EFC en pratique
- Pour aller plus loin

PROMOUVOIR L'EFC EN ÎLE-DE-FRANCE EN SENSIBILISANT LES ACTEURS ÉCONOMIQUES À L'ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ ET DE LA COOPÉRATION

Faciliter l'accès au référentiel EFC et aux acteurs déjà engagés dans des trajectoires qui relèvent de l'EFC

1

Nourrir l'action et les projets locaux entre les différents acteurs au niveau local et contribuer à l'émergence d'Ecosystèmes Coopératifs Territorialisés

2

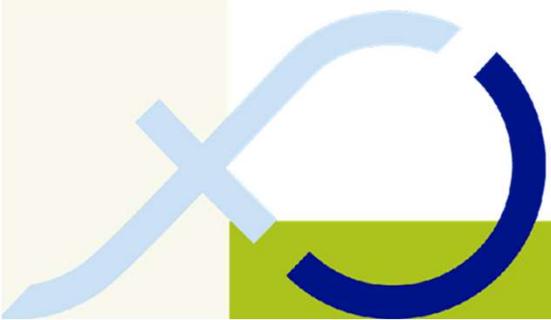
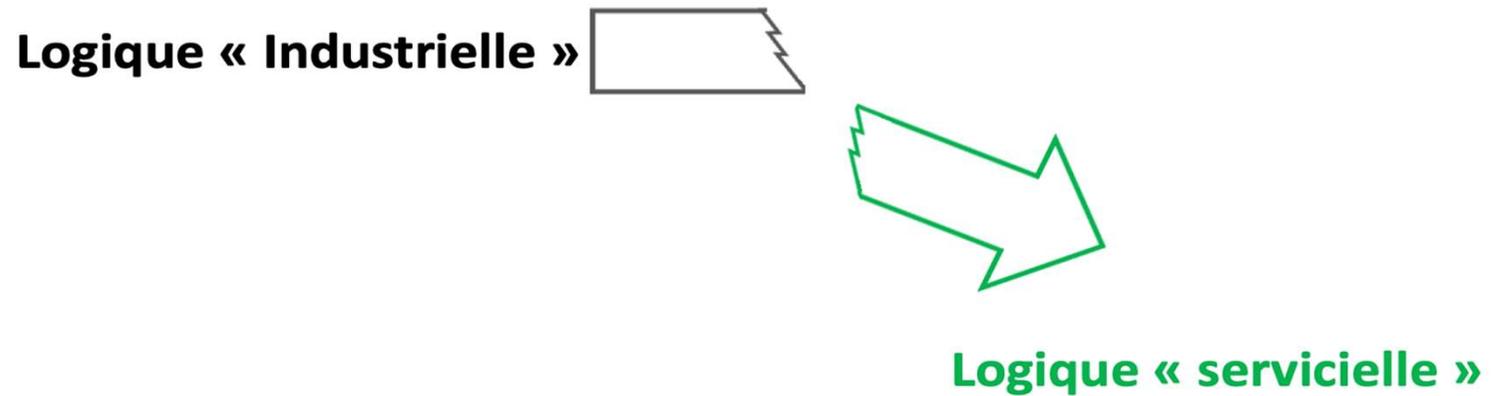
Renforcer l'écosystème EFC francilien en développant la coopération et en élargissant la communauté via la mise en réseau entre les entreprises, accompagnateurs, acteurs relais.

3

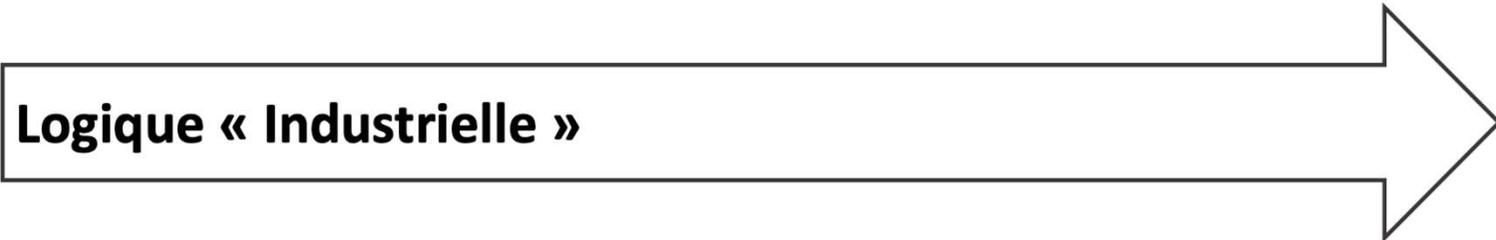
LES ACTIVITÉS DU CLUB



L'EFC... Une histoire de rupture



L'EFC... Une histoire de rupture



Logique « Industrielle »

La logique industrielle n'est pas réservée à l'industrie

L'EFC... Une histoire de rupture

Logique « Industrielle »



Née il y a
250 ans...

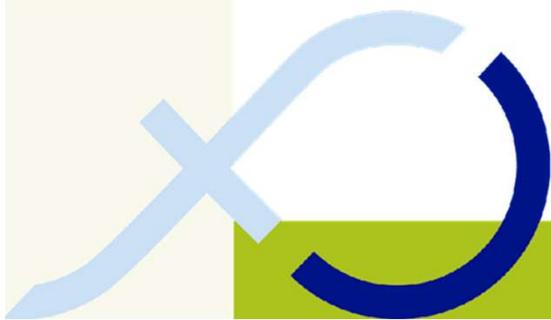
Révolution industrielle

Adam Smith « La richesse des nations »
(1776)

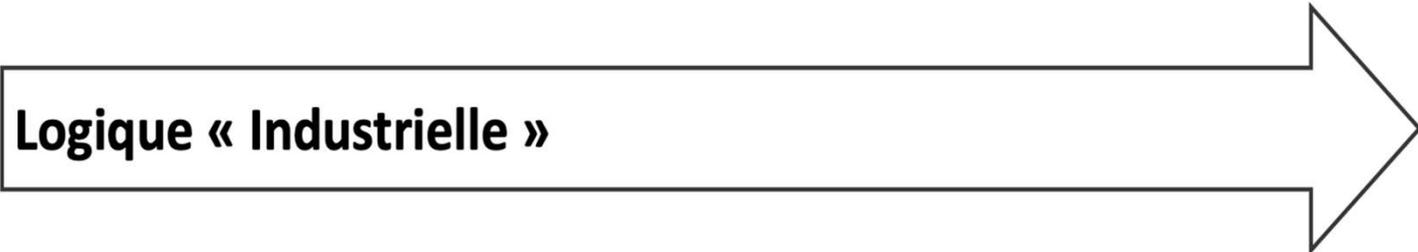
**Une manière
de penser**

**Qui s'est imposée
dans tous les
domaines d'activités**

Or, le monde a bien changé en 250 ans...



L'EFC... Une histoire de rupture



Logique « Industrielle »

La logique industrielle : « faire *comme si* »...

**« faire comme si » toute la production était une production de bien,
« faire comme si » les clients savaient parfaitement ce dont ils ont besoin,
« faire comme si » les producteurs savaient parfaitement et à l'avance l'utilité
de ce qui est produit (bien ou service),**

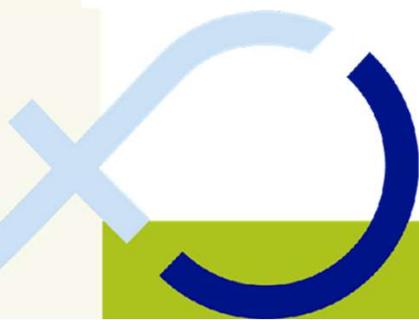
...

L'EFC... Une histoire de rupture

Logique « Industrielle »



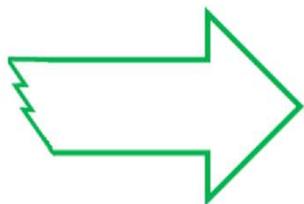
**A rencontré plusieurs limites,
Fait face à des impasses...
La finitude des ressources,
Les enjeux environnementaux,
« The big quit », Burn out, Bore out, « Quiet Quit »...
D'autres demandes sociales...
Développement des activités immatérielles et servicielles...**



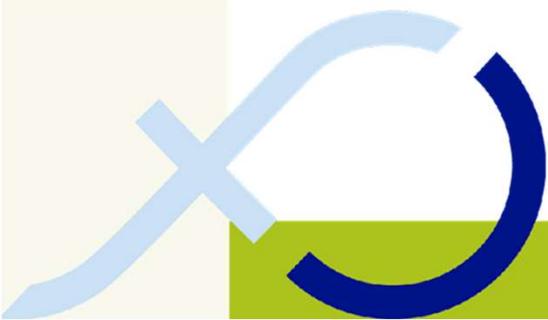
L'EFC... Une histoire de rupture



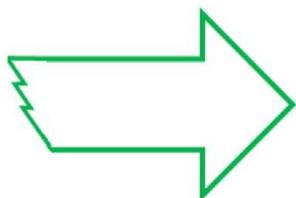
**Perte de pertinence de la logique industrielle :
L'enjeu de développement d'une nouvelle
logique...**



**Une logique « servicielle », prenant au sérieux les
transformations des activités induites par la
servicialisation & les enjeux d'une transition vers
une économie soutenable**



L'EFC... Une histoire de rupture



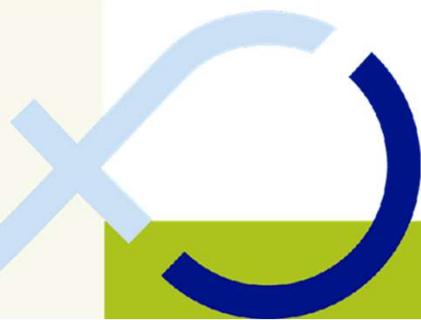
Logique « servicielle »

Un service ?

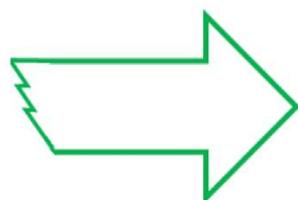
Hill 1977 « On good and Services »

Gadrey & Delaunay 1987 « Les Enjeux de la société de service »

Du Tertre 2002, 2005, 2009...



L'EFC... Une histoire de rupture



Logique « servicielle »

Un service ?

Les caractéristiques des activités de services

Co produite

Co localisée et Concomitante

Elles ont des effets immédiats et médiats

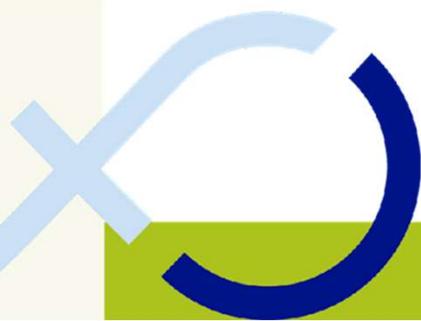
Une production non mesurable et non dénombrable

Des « ressources » qui ne s'épuisent pas à l'usage

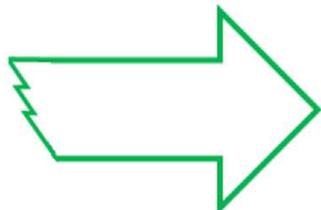
Un potentiel de croissance compatible avec le développement durable

Problématique d'accessibilité

L'enjeu central du travail, du travail réel



L'EFC... Une histoire de rupture



Logique « servicielle »

Si l'on prend au sérieux toutes ces caractéristiques du service cela entraîne une rupture importante avec la conception...

De la valeur,

De la productivité

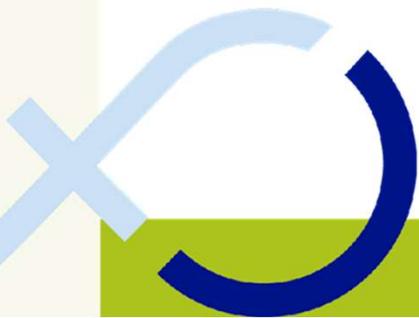
Des ressources stratégiques

Des investissements

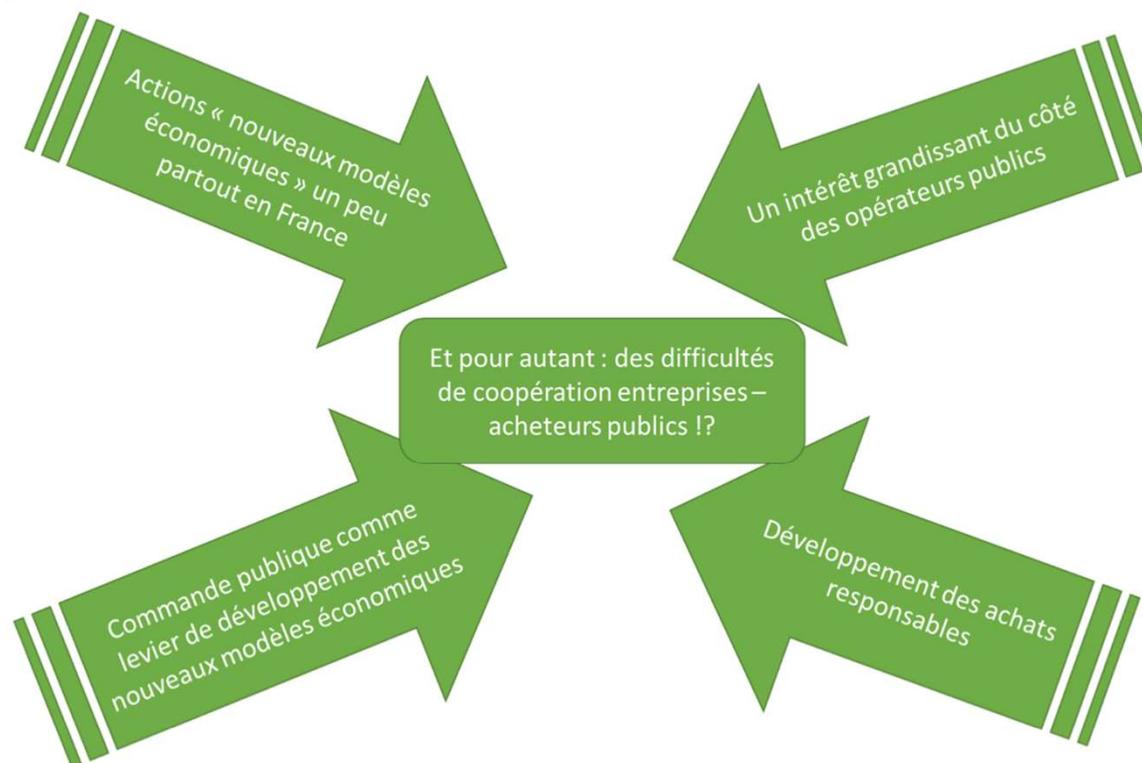
Du rapport au(x) territoire(s)

Du travail

Du management...



Pourquoi un travail sur la commande publique et l'EFC ?



Eviter les conclusions hâtives

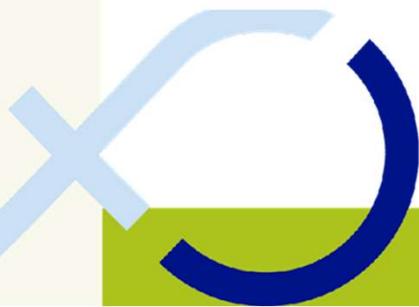
- « les acheteurs ne comprennent pas »
 - « il faut lâcher toutes ces contraintes »
 - « Il faut convaincre les élus »
 - ...
-
- Car c'est oublier un peu trop vite que les règles qui régissent l'achat public ont aussi un fondement démocratique...

Historique rapide

- Un travail dans les Hauts-de-France avec le CERDD dans le cadre du programme « Ville durable et nouveaux modèles économiques »
- Poursuivi avec le club Noé en 2015 via un atelier spécifique
- La création en 2018 de l'atelier commande publique et EFC dans l'institut européen de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération.

Commande publique et EFC

- Comme ailleurs, les procédures d'achats sont marquées par une logique industrielle...
- ... Qui limite la capacité à prendre en charge les enjeux du développement durable.



Commande publique et EFC

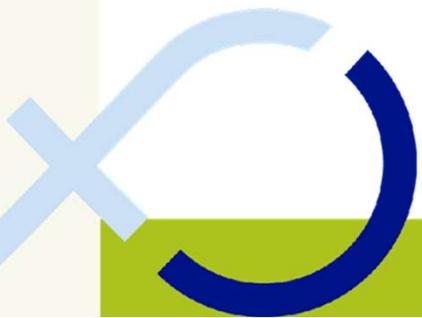
- Le seul périmètre de l'acte d'achat ne permet pas de sortir de cette ornière...
- ... donc il y a besoin de repenser la trajectoire (avant, pendant, après et autour des opérations d'achats en tant que telles).
- Voire réinscrire ces enjeux dans le périmètre de l'action publique !

Commande publique et EFC

- **L'avant :**
- L'analyse des besoins ?
- Le sourcing ?
- La critérisation ?
- Des enjeux d'organisation interne et d'investissement immatériels

Commande publique et EFC

- **Le pendant :**
- Le suivi – évaluation – régulation
- La coopération avec le porteur de la « réponse »



Commande publique et EFC

- **L'après :**
- Une évaluation incluant « l'écart »
- Repérer les innovations / nouveaux objets potentiels
- L'achat comme seul horizon ?

Commande publique et EFC

- **Autour :**
- Question de l'intégration des différents achats dans la stratégie des organisations...
- et du partage de cette stratégie avec les partenaires.

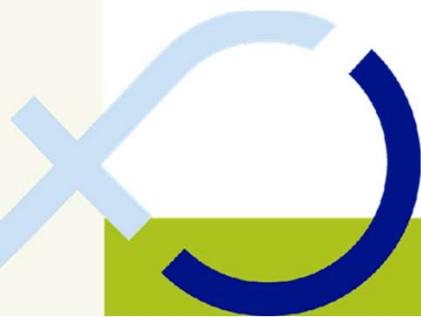
Commande publique et EFC

Le Plan de Progrès

Une option intéressante car permettant de réintroduire du serviciel dans une relation de marché (co-conception)

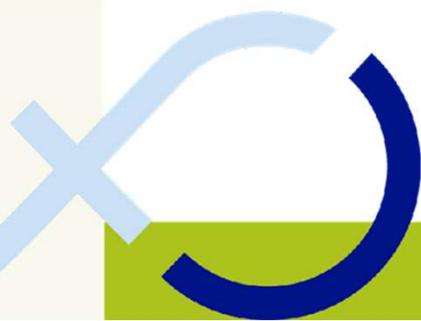
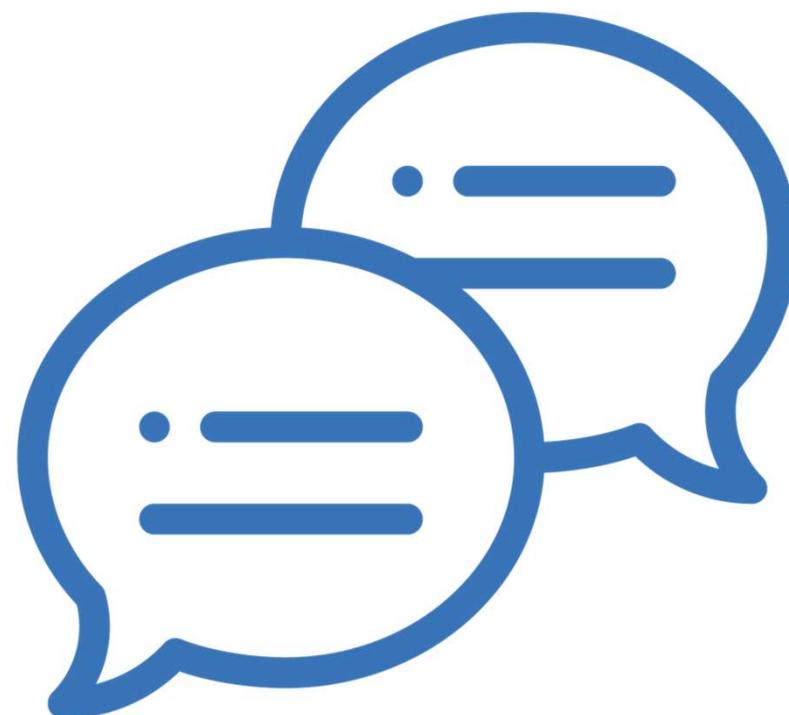
Une démarche moins contraignante qui demande à être expérimentée

Une démarche exigeante en matière de préparation (organisation du travail)



MERCI !

DES QUESTIONS ?



SUR LA COMMANDE PUBLIQUE

=> UN RAPPORT

ADEME Rapport Octobre 2022 : Intégrer l'Économie de la Fonctionnalité dans la
Commande Publique

=> UN PODCAST

<https://www.ieefc.eu/ressource/presentation-de-efc/>



-et-efc-de-lie-

POUR DÉMARRER EN DOUCEUR, VOUS POUVEZ

Des questions, envie d'en savoir plus, envoyez nous un mail contact@terres-efc-idf.org.

On peut aussi vous inviter à prendre un café !

La dépense acceptable vous connaissez ? C'est l'un des concepts clé de l'EFC. C'est vous qui choisissez le montant de votre adhésion.



VOUS INSCRIRE
À NOTRE
NEWSLETTER



VOUS ABONNER
À NOTRE PAGE
LINKED-IN

**ADHÉRER À
L' ASSOCIATION**



VENIR **NOUS
RENCONTRER** LORS
DE NOTRE PROCHAIN
APÉRO-AFTERWORK



Notre site : www.terres-efc-idf.org

POUR DECOUVRIR L'EFC

UNE VIDÉO ÉCLAIRANTE
EN MOTION DESIGN
POUR DÉCOUVRIR
LE RÉFÉRENTIEL EFC



UNE INTRODUCTION
DE 7 MN À L'EFC
À DESTINATION DES
ENTREPRISES



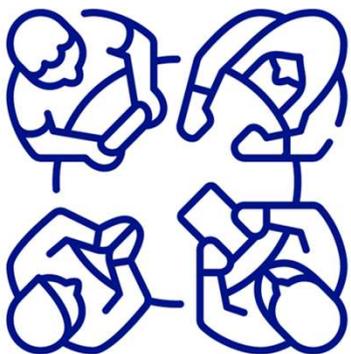
UN ÉCLAIRAGE DE
CHRISTIAN DUTERTRE
SUR LES ENJEUX
DES COLLECTIVITÉS
ET DES TERRITOIRES



POUR ALLER « BEAUCOUP » PLUS LOIN

Découvrir l'espace ressources de
l'Institut Européen de l'Économie de
Fonctionnalité et de la Coopération





ET SI NOUS VOUS AIDIIONS À ORGANISER UNE ACTION DE SENSIBILISATION SUR MESURE POUR VOTRE ORGANISATION ?

Sur un format d'une **demi-journée**, les membres du club peuvent animer un atelier permettant de faire découvrir à vos collaborateurs, adhérents, agents, **les principes de base de l'économie de la fonctionnalité**, d'aborder les notions centrales de **ressources immatérielles**, de **performance d'usage**, de **logique servicielle**.



CONTACTEZ NOUS



Stéphanie Hauville
shauville@terres-efc-idf.org

Le club TERRES EFC île-de-France
est animé par l'Association pour
la Promotion de l'Économie
de la Fonctionnalité et de la Coopération.

Co-présidents :
Daniel Kaufman / Brian Démas

www.terres-efc-idf.org

MERCI À NOS PARTENAIRES